



COMMUNIQUE DE PRESSE

Lubumbashi le 24 Novembre 2021 : L'Observatoire d'Etudes et d'Appui à la Responsabilité Sociale et Environnementale (OEARSE) note que le déficit en énergie dans le sud de la RDC bloque le développement du secteur minier et risque de compromettre son avenir en dépit de la volonté du gouvernement de développer le secteur et de faire du pays la solution du changement climatique.

En effet, dans un rapport publié ce jour intitulé : « **L'industrie extractive et la problématique du déficit énergétique en RDC : « Avons-nous une vision et pour quel impact? »** », l'organisation décrit comment en dépit de la demande croissant en énergie électrique par l'industrie minière, l'obligation législative de transformer localement les minerais pour tirer un bénéfice substantiel de l'exploitation minière, et jouer un rôle majeur dans la transition énergétique, le gouvernement n'a pas proposé des solutions concrètes qui devraient permettre d'améliorer le taux d'électrification dans le pays y compris chez les miniers.

Le rapport démontre qu'il est difficile de trouver des projets publics en cour de développement pour répondre au déficit de l'industrie minière et que ces vingt dernières années, des allocations insuffisantes budgétaires furent alignées au budget pour les dépenses d'investissement public dans le Secteur de l'Electricité sans un réel impact sur la demande en énergie.

Le rapport souligne qu'en l'absence des initiatives publiques, la majorité des entreprises minières opérant au pays se sont résolues à sécuriser des sources d'approvisionnement en énergie en s'investissant dans la construction des nouvelles infrastructures et par des contrats partenariat public-privé avec la Société Nationale d'Electricité.

Outre ces efforts, la note démontre que depuis la libération du secteur de l'électricité en 2014, des nombreuses sociétés privées s'investissent dans le secteur énergétique du pays et celui de

pays limitrophes tels que la ZAMBIE en visant le déploiement rapide de projets énergétiques décentralisés qui visent l'industrie minière comme principal client.

Ces différentes initiatives semblent prêts à générer plus de 2500 MW dans un délai relativement court que les projets INGA 3 et Grand Inga dont la décision de la présidence de la République de s'approprier le contrôle quasi-exclusif du projet a un impact négatif considérable sur l'avancement du projet notamment les conditions de sélection du développeur peu claire et soulève des problèmes institutionnels sur la redevabilité et la gouvernance qui pourraient davantage retarder le développement du projet.

Le rapport note que ce tableau d'opacité sur le projet INGA 3 et Grand INGA renforce le contexte de fragilités et de tâtonnement du gouvernement sur son développement, En plus de la durée de sa construction et son déploiement qui pourrait être long, alors que le pays devra profiter de la transition énergétique par la valorisation de ces minerais aujourd'hui et non plus tard.

Le rapport note que les efforts de sécurisation par les miniers des sources d'approvisionnement alternative à INGA 3 et Grand INGA écarte l'intérêt de celle-ci à attendre sa concrétisation pour surmonter la problématique du déficit énergétique qui créent un manque à gagner pour l'industrie et l'Etat.

Pour palper le manque à gagner et son incidence sur les revenus du secteur minier au pays, le rapport a mis en évidence deux grands projets miniers du pays pour illustrer de manière concrète comment le déficit en énergie impact les projets miniers. Il s'agit à titre indicatif de la SICOMINES qui n'a pas atteint la production prévue dans la convention avec la RDC en invoquant le déficit énergétique et de Kamoakakula à Kolwezi qui est la deuxième plus grande mine de cuivre au monde et qui a reçu du gouvernement congolais l'autorisation d'exporter ses concentrés de cuivre vers des fonderies internationales.

Si pour le premier projet minier le déficit à de l'impact sur le prêt des infrastructures qui est remboursé beaucoup moins rapidement et que ces infrastructures deviennent beaucoup plus chères qu'initialement ; alors qu'avec le second, la non valorisation et transformation des ressources minérales constitue un énorme manque à gagner en terme des revenus et des redevances pour le pays et sa population au regard de la taille du projet.

Le rapport a le mérite de proposer des solutions et opportunités en démontrant que la région de l'ex-Katanga dispose d'un potentiel éolien, solaire dont une capacité importante est à moins de 25 km des lignes de transmission existantes ; et d'identifier les potentiels au sein des zones

d'activité minière existantes et planifiées. Il démontre que la région a 138 sites hydroélectriques pour une capacité de 4841 MW.

La capitalisation de ces opportunités pourrait dans un délai relativement court permettre de répondre à la demande des industries minières qui pourraient générer leurs propres énergies avec un potentiel qui est dans leurs concessions minières et la petite hydro qui est dans la région. Si ceci représente des alternatives décentralisées nécessaires pour résorber le déficit de la demande en énergie de l'industrie minière, le rapport a identifié à titre indicatif des entreprises minières qui s'investissent déjà dans le solaire comme Kibali Gold; CMOC et AVZ Minerals ; et aussi quelques projets de privés qui visent l'industrie minière comme client avec la production de l'énergie solaire et la petite hydro.

Ainsi, c'est en dépit des défis qui nécessitent d'être regardé et surmonté par les parties prenantes du secteur que le rapport a mis en évidence le manque de transparence par la non publication des contrats; le manque des mécanismes de publicité d'appels d'offres imposés aux investisseurs dans l'octrois des concessions et de l'opérationnalisation de l'Autorité de régulation du secteur de l'électricité en province .

Le rapport conclu que si le déficit énergétique n'est pas résolu à court terme et que la solution au déficit en énergie de l'industrie du gouvernement reste INGA 3 et grand INGA qui pourraient prendre des années pour produire et livrer son premier MW à l'industrie minière, le pays risque de rater à tirer profit de la transition énergétique qui est une opportunité très stratégique pour la nation.

Elle recommande au Gouvernement de :

- Définir une vision d'électrification de la RDC qui serait exprimée dans le cadre d'une politique nationale énergétique assortie d'une planification énergétique qui démontrerait une modélisation claire et intégrée de l'électrification de la RDC et de son industrie ;
- S'investir dans l'élaboration d'outils législatifs et politiques, y compris des incitations fiscales pour permettre au secteur de l'énergie de se développer et de prospérer ;
- De renoncer à des solutions d'électrification inadaptée comme GRAND INGA et de se concentrer plutôt sur la mise en œuvre de projets énergétiques capables

d'apporter la lumière à tout le peuple congolais et son industrie dans un délai plus court ;

- De développer une politique de transformation et valorisation de nos produits minier au niveau local pour profiter de la transition énergétique en créant plus des richesses au pays ;
- Et d'exploiter de nombreuses ressources abordables et durables auxquelles nous avons accès au pays telles que l'énergie hydroélectrique à petite échelle, l'énergie solaire et éolienne et tant d'autres qui peuvent nous aider à évoluer plus rapidement vers un modèle énergétique décentralisé, capable de fournir l'électricité abordable et fiable sur l'échelle nationale.

Pour l' OEARSE

FREDDY KASONGO

Secrétaire Exécutif

